

RAPPORT TRIMESTRIEL SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

T1 2021

SOMMAIRE

01	Avant-propos	3
02	Point de vue d'un gérant de portefeuille	7
03	Point de vue d'un responsable pays - Suisse.....	11
04	Comblar le déficit de financement dans les infrastructures vertes en Europe	14
05	Joe Biden s'engage résolument dans la lutte contre le changement climatique.....	20
06	Changement climatique, neutralité carbone et mythe de l'emploi.....	24

La gouvernance en action

07	Activité de vote au T1	29
08	Faits marquants en matière d'engagement	30

01 Avant-propos



Iain Richards

Head of Global Responsible
Investment Policy

Alors que la 26^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) se tiendra à Glasgow en novembre, l'intérêt suscité par les enjeux et les thèmes liés au climat ne cesse de s'intensifier. Cet intérêt se reflète aussi dans certains aspects de notre recherche thématique et de notre réflexion. Dans ce rapport trimestriel, vous trouverez les conclusions de nos recherches sur un large éventail de sujets.

Les infrastructures durables et innovantes sur le plan technologique peuvent créer les conditions d'une reprise économique inclusive après la pandémie de Covid-19.

Les répercussions économiques de la pandémie obligent les gouvernements du monde entier à prendre des mesures pour stimuler l'économie mondiale, mais aussi lutter contre le changement climatique et les inégalités sociales qui ont une nouvelle fois été mises en évidence par la propagation du virus. Un bon nombre de ces gouvernements envisagent d'appliquer une méthode qui a fait ses preuves pour stimuler

l'économie à court terme et procurer des avantages sociaux à long terme : investir dans les infrastructures. Toutefois, d'après certaines estimations, le monde devrait accuser un déficit d'investissement dans les infrastructures de 15.000 milliards de dollars, l'enveloppe débloquée d'ici 2040 n'étant pas à la hauteur des besoins.¹ Les gouvernements ont tout intérêt à y remédier.



La Conférence de l'ONU sur le changement climatique se tiendra en novembre à Glasgow

Source : iStock.

Comme l'a fait remarquer le Forum économique mondial² lorsqu'un pays investit l'équivalent de 1% de son PIB dans les infrastructures, l'activité économique augmente d'environ 0,4% la même année et de 1,5% quatre ans plus tard. Dans ce contexte, nous abordons dans ce rapport trimestriel sur l'investissement responsable les projets d'infrastructures vertes en Europe et les besoins de financement qui en découlent pour apporter un éclairage sur un aspect thématique de notre intensité de recherche. Nous évoquerons également le plan de Joe Biden en faveur de l'emploi aux Etats-Unis (American Jobs Plan) doté de 2.250 milliards de dollars qui, dans certains domaines, va même plus loin que ses promesses de campagne.

Nous nous intéresserons aussi à un secteur qui, traditionnellement, n'est pas associé à la responsabilité environnementale : le transport aérien. Ce dernier est responsable d'environ 8% de la consommation totale de pétrole mais, plutôt que de chercher des solutions impliquant une réorganisation coûteuse des infrastructures, il y a peut-être autre chose à faire dans l'immédiat. Cela donne une idée de la richesse de notre réflexion sur la gestion ESG.

Une dynamique intéressante est également à l'œuvre en Suisse, un pays régulièrement associé à la finance, voire à la finance durable. Soucieux de ne pas se laisser

distancer dans un domaine qui connaît une mutation rapide, ce pays s'efforce calmement de trouver et de mettre en œuvre des façons de gérer des capitaux de manière durable. Nous examinerons quelques-unes de ces approches.

Le monde change, et le changement climatique n'est pas le seul en cause. Nous sommes en train de vivre la Quatrième révolution industrielle tout en gérant les répercussions de la pandémie de Covid-19. La façon dont les gouvernements et les entreprises réagiront à ces changements sera à divers égards déterminante, tant sur le plan de l'économie et de la concurrence que de l'emploi. L'ampleur des changements suscite beaucoup d'incertitude et d'inquiétude. Les médias s'en sont fait l'écho au cours du trimestre, en suggérant que des millions d'emplois sont menacés par la transition climatique lors des trois prochaines décennies. Nous ne sommes pas de cet avis et donnons quelques-unes des raisons de ce désaccord plus loin dans ce rapport.

Alors que les pourparlers sur la réforme de la finance durable se poursuivent, notamment sur les règlements délégués et les normes techniques en Europe, un débat plus large sur les normes internationales est en cours. L'Organisation Internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV) discute avec l'International Financial Reporting

Standards Foundation (IFRS) de la création d'un cadre international pour la publication d'informations relatives à la durabilité par les émetteurs publics. Aux Etats-Unis, la Securities and Exchange Commission (SEC), prenant acte de l'arrivée de la nouvelle administration Biden et de la demande grandissante des investisseurs, réfléchit aux moyens d'améliorer les informations relatives au climat et aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et en fera des priorités de supervision en 2021.

J'espère que le rapport de ce trimestre vous permettra de mieux comprendre les types de questions abordées dans le cadre de notre recherche thématique.

Source :

- 1 <https://www.smartbrief.com/original/2021/01/are-we-talking-about-infrastructure-right-way>
- 2 <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/coronavirus-covid-19-sustainable-infrastructure-investments-aid-recovery/>





02 Point de vue d'un gérant de portefeuille



Andrea Carzana

Portfolio Manager,
Stratégie Threadneedle Sustainable
Outcomes Pan-European Equity

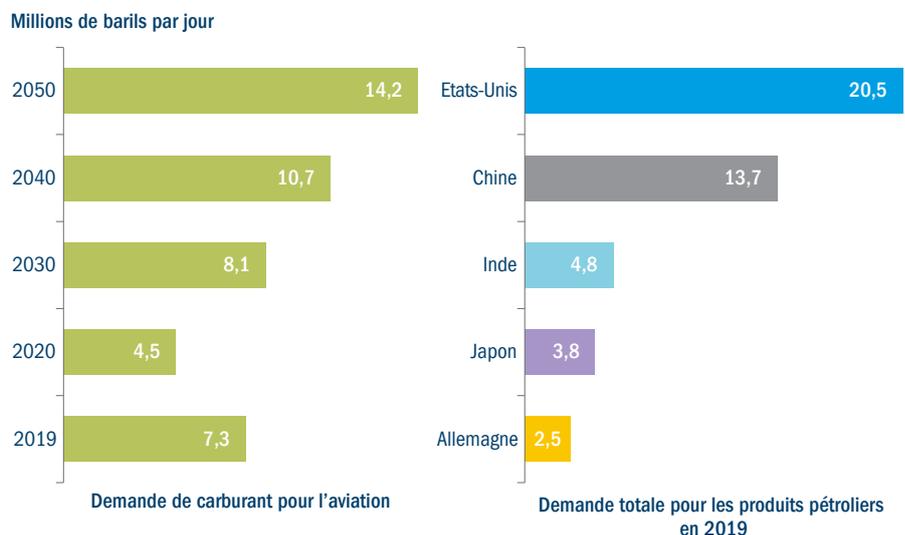
Nous sommes aujourd'hui à moins d'une décennie de l'échéance que se sont fixée de nombreuses entreprises pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. De même, l'échéance de 2050 arrêtée par de nombreux pays pour y parvenir se profile à l'horizon. Pour atteindre ces objectifs, des progrès considérables devront être accomplis. Mais comment ?

S'il est bien un secteur qui consomme des masses considérables de ressources naturelles, mais qui, de notre point de vue, offre la possibilité d'un changement réaliste, c'est l'aviation. Réussir à réduire ses émissions représenterait une grande victoire. En 2019, le secteur a absorbé à lui seul pas moins de 8% de la production totale de pétrole,¹ soit

l'équivalent de près de 7,5 millions de barils par jour.² En 2020, le Covid-19 a cloué au sol la plupart des compagnies aériennes, entraînant une baisse de 39% de la consommation de carburant.³ A long terme, toutefois, le transport aérien est certainement encore promis à un bel avenir, compte tenu de la place importante occupée par la mobilité aujourd'hui. Or, faute d'impulsion politique, les avions continueront de brûler des combustibles fossiles, et on estime que d'ici 2050, le secteur pourrait consommer plus de 14 millions de barils par jour, soit une quantité de pétrole plus importante que la consommation de la Chine en 2019 (figure 1).

Si la demande est appelée à se maintenir, il est certainement préférable d'envisager de modifier le mode de propulsion des avions. Les regards se tournent par conséquent vers les carburants alternatifs tels que l'hydrogène, les carburants durables pour l'aviation (SAF) ou l'électricité. Les avions électriques auront peut-être un avenir dans 25 ou 30 ans, mais nous ne disposons pas encore d'une infrastructure suffisante pour recharger les véhicules électriques sur les routes, ni de batteries ayant une autonomie réellement longue. Cette perspective demeure donc relativement éloignée. Si l'hydrogène offre des perspectives intéressantes, comme l'électricité, il nécessite des infrastructures et des technologies

Figure 1 : Demande de carburant pour l'aviation vs demande pétrolière par pays



Source : BloombergNEF, 2020.

entièrement nouvelles, tant au niveau des appareils eux-mêmes que des aéroports. Bien que la volonté existe d'investir dans des solutions telles que l'hydrogène et l'électricité, la priorité va pour l'instant à la solution des SAF.

Directement dans le réservoir

L'une des principales différences entre l'aéronautique et l'automobile réside selon nous dans l'énorme quantité de capitaux immobilisés dans la flotte aérienne existante, des actifs viables pour les 20 à 30 prochaines années et dont le remplacement serait prohibitif. En outre, la technologie est trop spécifique pour que ces appareils puissent fonctionner avec différents carburants. Il s'agit donc de trouver un produit qui puisse être directement utilisé dans le réservoir existant. Les carburants durables pour l'aviation ou SAF répondent à cette exigence. Fabriqués à partir de déchets destinés à la mise en décharge, tels que les huiles de cuisson usagées et les graisses animales éliminées, ils sont mélangés aux combustibles fossiles existants.

Bien que le marché des SAF soit de taille modeste et en phase de démarrage, nous voyons des opportunités pour les investisseurs, avec un certain nombre de sociétés qui se taillent une place sur le marché, parmi lesquelles Neste,⁴ le plus grand producteur mondial de diesel renouvelable et de carburants durables pour l'aviation raffinés à partir de déchets et de résidus,⁵ et la société de solutions renouvelables UPM.

Taille du marché et pénétration

Selon nous, l'aviation durable est le seul moyen de réduire les émissions du secteur aéronautique à moyen terme : elle permettra de réaliser la transition vers des technologies

telles que l'hydrogène et les avions électriques, qui ne seront pas disponibles avant plusieurs décennies. Le potentiel de marché ainsi créé est énorme.

En 2019, le carburant destiné à l'aviation représentait un marché mondial de 300 millions de tonnes.⁶ Le forum sur le carburant de l'Association internationale du transport aérien (IATA) table sur un marché de 420 millions de tonnes à l'horizon 2030⁷ et le Forum économique mondial prédit que ce marché atteindra 510 millions de tonnes en 2040.⁸ L'Union européenne représente environ 20% de ce total et entend utiliser 14% de cette quantité dans les SAF, ce qui crée une demande de 11 millions de tonnes d'ici 2030, rien qu'en Europe.⁹

Mais la taille du marché n'est pas le seul élément qui fait des SAF une opportunité fascinante. Le secteur de l'aviation aspire de plus en plus à une réforme et à une nouvelle réglementation. Tout d'abord, les entreprises qui étaient traditionnellement axées sur les combustibles fossiles, comme les raffineries de pétrole, explorent les SAF. Il faut dire qu'elles sont elles aussi tenues à des objectifs de durabilité. Deuxièmement, la pandémie a permis d'entrevoir un monde où les émissions de carbone seraient réduites, mais elle nous a également fait prendre conscience que les efforts déployés jusque là sont insuffisants, ce qui a fait de la durabilité une priorité pour les compagnies aériennes. Bon nombre d'entre elles déclarent aujourd'hui vouloir réduire leurs émissions à zéro d'ici à 2050 et atteindre la neutralité carbone d'ici à 2035. Comme l'a déclaré le directeur financier de JetBlue, elles préfèrent être au volant du bus plutôt que de se faire renverser par celui-ci.¹⁰ Durant la crise sanitaire, Neste a signé des accords avec un certain nombre de compagnies

aériennes, notamment All Nippon Airlines, pour accroître l'utilisation des SAF.¹¹ Mais le véritable moteur du changement, c'est la réglementation.

Des directives

Les SAF restent coûteux, mais l'obligation d'utiliser des mélanges pourrait les faire entrer dans les mœurs d'ici le milieu de la décennie en cours. Cela signifie que les gouvernements imposeraient une certaine proportion de SAF dans la consommation des compagnies aériennes. Certains pays ont déjà pris des mesures en ce sens : la Suède impose un minimum de 0,5% de SAF en 2021, et la France 1% en 2022.¹² Les Pays-Bas envisagent une réglementation imposant un ratio de SAF de 14% d'ici 2030.¹³ Dans l'UE, l'initiative ReFuelEU devrait être annoncée en juillet 2021. Elle aura probablement pour objectif des niveaux de mélange de 2% en 2025 et de 5% en 2030,¹⁴ tandis que le président Biden se voit pressé d'introduire une directive de 1% à l'échelle des États-Unis.¹⁵ Lorsque les directives seront instaurées et progressivement durcies, et que les réglementations auront été revues en mieux, l'évolutivité entraînera une réduction des coûts et une adoption encore plus grande, créant un cercle vertueux.

En plus du soutien des gouvernements, les SAF ont besoin de la pression des consommateurs finaux pour se développer. Les passagers et les entreprises, sous la pression d'investisseurs de plus en plus sensibles aux questions ESG, peuvent engager un dialogue avec les compagnies aériennes pour les inciter à réduire leur empreinte carbone et accepteront des hausses de prix temporaires en raison de ce coût. On estime qu'un mélange à 2% pour un vol de trois heures entraînerait un surcoût de 2 dollars par passager.¹⁶

Opportunités pour les investisseurs

Pour nous, investisseurs, il s'agit d'une formidable opportunité. Nous aimons explorer des thèmes qui s'inscrivent dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD).¹⁷ Le marché des SAF est directement lié à un certain nombre d'entre eux : l'élément Transports durables de l'ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » ; l'élément Tourisme durable de l'ODD 12 « Établir des modes de consommation et de production durables » ; et l'ODD 13

« Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

Pour établir une analogie avec l'aviation, les SAF sont sur la piste de décollage. Il ne leur manque plus que la technologie, la volonté politique, la pression des actionnaires et le développement de mandats pour pouvoir prendre leur envol.

Source :

- 1 BP, Statistical review of world energy (Revue statistique de l'énergie mondiale), juin 2020.
- 2 BloombergNEF, 2020.
- 3 BloombergNEF, 2020.
- 4 Une référence à une entreprise spécifique ne saurait être considérée comme une recommandation.

- 5 <https://www.neste.com/about-neste/who-we-are/business#9507dabd>
- 6 IATA, 2021.
- 7 IATA, 2021.
- 8 Forum économique mondial, 2021.
- 9 Présentation de la direction de Neste, février 2021.
- 10 Exane BNP Paribas, Global Airlines : Sustainable Change, 13 mai 2021.
- 11 <https://biofuels-news.com/news/neste-and-all-nippon-airways-collaborate-on-first-supply-of-sustainable-aviation-fuel-in-asia/> 26 octobre 2020.
- 12 Conférence mondiale sur la durabilité de l'ISCC, février 2021.
- 13 <https://www.ainonline.com/aviation-news/business-aviation/2020-03-06/dutch-government-targets-saf-blending-mandate-2023> 6 mars 2020.
- 14 Exane BNP Paribas, Global Airlines : Sustainable Change, 13 mai 2021.
- 15 <https://www.reuters.com/article/us-usa-energy-aviation-idUSKBN2AJOLH>, 19 février 2021.
- 16 Analyse Columbia Threadneedle, 2021.
- 17 <https://sdgs.un.org/goals>





03 Point de vue d'un responsable pays – Suisse



Eva Maria Hintner
Responsable pays Suisse

Les financiers et les entrepreneurs de la « fintech » formulent de nouvelles idées qui influencent l'évolution de la finance durable à l'échelle mondiale

La finance est emblématique de la Suisse, au même titre que les Alpes. Les banques et les sociétés de gestion du pays sont connues pour exporter les services financiers dans le monde entier et conseiller les riches individus de ce monde. Au XXe siècle, l'ingéniosité des Suisses a permis à leur pays d'être réputé pour son secret bancaire et ses hedge funds. Cependant, aujourd'hui, les financiers et les entrepreneurs de la « fintech » se tournent vers l'essor de la finance durable.

Ils le font en partie par nécessité : il faut bien se conformer au durcissement de la réglementation de la finance durable, aussi bien en Suisse que dans ses principaux marchés d'exportation. En outre, de nombreux clients des établissements de gestion de fortune et de gestion d'actifs sont des investisseurs et des philanthropes avertis. Pour eux, l'investissement durable sous ses différentes formes est un prolongement naturel des activités existantes.

Alors que la finance représente environ 10% du produit intérieur brut suisse,¹ le gouvernement encourage les banques, les sociétés de gestion et les compagnies d'assurance locales à évoluer rapidement sur ce sujet. Il souhaite que la finance suisse reste compétitive et aide le pays à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour cette raison, le Conseil fédéral de la Confédération suisse a défini fin 2020 une approche articulée autour de trois axes pour faire de la Suisse un centre majeur de la finance durable.²

Trois mesures en faveur de la finance durable

Premièrement, à l'automne 2021, le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales proposera une réforme de la législation pour empêcher le « greenwashing » (écoblanchiment). Deuxièmement, le Conseil fédéral a recommandé que les acteurs des marchés financiers publient des méthodes et des stratégies pour prendre en compte les risques climatiques et environnementaux dans le cadre de la gestion des actifs de leurs clients. Enfin, prenant acte de la nécessité de transformer toute l'économie, les entreprises de tous les secteurs doivent appliquer les recommandations du groupe de travail du Conseil de stabilité financière sur les informations financières liées au climat (Taskforce on Climate-related Financial Disclosures, TCFD).

La finance durable avait déjà le vent en poupe avant cette annonce. Selon l'édition 2020 de l'étude de marché menée par Swiss Sustainable Finance, l'encours des investissements durables a augmenté de 62% en 2019, à 1.200 milliards CHF, ce qui équivaut à environ un tiers des actifs gérés localement.³ Les flux de collecte des fonds en 2020 n'ont pas encore été annoncés, mais le taux de croissance s'annonce encore plus élevé à en juger par les tendances observées au niveau mondial⁴ car la prise de conscience des enjeux environnementaux et sociaux stimule l'afflux de capitaux vers les fonds d'investissement durable partout dans le monde.

Non contente d'être un bastion de la banque et de la gestion d'actifs, la Suisse est également le berceau de nombreuses compagnies d'assurance internationales.

Ces dernières, comme toutes leurs concurrentes à travers le monde, sont exhortées à atténuer les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), ainsi qu'à dialoguer avec les entreprises dans lesquelles elles investissent pour améliorer, si besoin, leurs pratiques. Les assureurs suisses les plus célèbres, Zurich et Swiss Re, figuraient au premier et cinquième rang respectivement de l'indice Dow Jones Sustainability pour le secteur de l'assurance/ réassurance.⁵ En outre, près de neuf compagnies d'assurance suisses sur dix (86%) prennent en compte les critères ESG dans leurs décisions d'investissement, selon le Rapport 2019 sur la durabilité de l'Association Suisse d'Assurances.⁶

Cela dit, on ne peut pas dire que le pays est à la pointe dans tous les domaines de la finance durable. Par exemple, seules 40 émissions obligataires durables sont cotées sur la SIX Swiss Exchange, dont une moitié seulement à titre principal.⁷

De la finance sociale aux technologies financières

Cependant, même si la Suisse n'est pas un poids lourd de la finance durable, certaines de ses entreprises les plus agiles se révèlent tout aussi innovantes que lorsqu'il s'agissait autrefois d'améliorer leur compétitivité. Par exemple, UBS a déclaré en 2020 que les investissements durables seraient la solution par défaut pour les clients privés qui investissent à l'échelle mondiale. Elle est ainsi devenue la première grande institution financière au monde à franchir le pas.⁸

Par ailleurs, sa fondation UBS Optimus innove dans le domaine de la finance sociale en faisant converger la philanthropie et la finance durable et en étant une pionnière des obligations d'impact

sur le développement (Development Impact Bonds, DIB) dont le produit sert à financer des projets dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Son émission obligataire Quality Education India DIB, lancée en 2018, a pour objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement et le taux d'alphabétisation en Inde. Les porteurs du projet ont fait état d'une réduction de 30% du taux d'absentéisme scolaire dès la première année dans les Etats de Delhi et de Gujarat.⁹

Autre domaine d'innovation pour la Suisse : les technologies financières (« fintech ») vertes, qui connaissent un essor rapide.¹⁰ Les entreprises spécialisées dans ces technologies interviennent dans un large éventail d'activités telles que l'élaboration de produits financiers verts, l'analyse de données ESG et les solutions d'assurance liées au changement climatique.

Pour prendre un exemple concret, Yova¹¹ exploite une plateforme numérique permettant d'investir en conciliant durabilité et rendements attrayants. Voici ce que déclare son directeur général Tillmann Lang sur le site web de Finance Swiss : « Les gens achètent des aliments organiques, des vêtements écoresponsables, de l'électricité verte, délaissent l'avion au profit du train (...) Ils veulent également investir durablement. Il n'y a pas pléthore de solutions financières valables pour ceux qui veulent que leurs investissements fassent véritablement la différence. Yova a été créée pour proposer des solutions d'investissement durable aux gens ordinaires. »¹²

Un certain nombre de « fintech » vertes recueillent et analysent les données ESG. Par exemple, RepRisk est un pionnier de l'apprentissage automatique appliqué aux données ESG. La création du Global Centre for Sustainable Digital Finance, fruit d'un partenariat entre le Swiss Fintech Innovation Lab et l'Université de Stanford, témoigne également des progrès réalisés par les « fintechs » suisses en 2020.

Exporter des idées et de l'influence

Alors que l'essor de la finance durable s'accélère, l'ingéniosité suisse contribue à faire émerger de nouvelles idées qui, pour certaines, pourraient être copiées dans d'autres régions du monde. La Suisse n'est peut-être pas le pays le plus réputé dans le domaine de la finance durable, mais ses institutions financières et ses « fintechs » explorent calmement de nouvelles manières de gérer les capitaux de manière durable. Ses compagnies d'assurance semblent également disposer d'une longueur d'avance sur leurs concurrentes.

Et comme toujours, les financiers du pays exportent leurs idées et exercent leur influence par-delà les montagnes qui symbolisent la pureté de l'environnement.

Source :

- <https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Suisse>
- <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-81571.html>, 11 décembre 2020.
- <https://www.sustainablefinance.ch/en/swiss-sustainable-investment-market-study-2020-content--1--3037--35722.html>, 8 juin 2020.
- <https://www.reuters.com/business/sustainable-business/sustainable-fund-inflows-hit-record-high-q1-morningstar-2021-04-30/>, 30 avril 2021.
- <https://finance.swiss/en/sustainable-finance/>
- Rapport sur le développement durable 2019 de SIA, 5 juin 2020.
- <https://www.six-group.com/dam/download/the-swiss-stock-exchange/listing/bonds/sustainable-bonds-SIX.pdf>, 2021.
- <https://www.ubs.com/global/en/media/display-page-ndp/en-20200910-gwm-si.html>, 10 septembre 2020.
- <https://www.ubs.com/global/en/media/display-page-ndp/en-20200910-gwm-si.html>, 10 septembre 2020.
- <https://finance.swiss/en/news-and-events/green-fintech-takes-off-as-the-financial-sector-embraces-sustainability/>, 7 décembre 2020.
- Une référence à une entreprise spécifique ne saurait être considérée comme une recommandation d'achat.
- <https://finance.swiss/en/news-and-events/green-fintech-takes-off-as-the-financial-sector-embraces-sustainability/>, 7 décembre 2020.



04 Comblent le déficit de financement dans les infrastructures vertes en Europe



Benjamin Kelly
Senior Analyst, Global Research



Ingrid Edmund
Senior Portfolio Manager

Les plans de transformation dans les domaines de l'énergie, de la mobilité et des bâtiments exigent des financements colossaux en provenance du secteur privé, ce qui créera inévitablement une nouvelle source d'opportunités d'investissement attrayantes.

L'investissement responsable s'est considérablement développé ces cinq dernières années. Mais le contexte des six derniers mois a donné un sérieux coup d'accélérateur au secteur. Selon les données de Google Analytics, les recherches Internet d'expressions contenant la mention « ESG » (Environnement, social et gouvernance) au niveau mondial ont atteint un pic en mars 2021 (Figure 1). Cette tendance se reflète également dans les comptes

Figure 1 : Résultats de Google Analytics pour les recherches sur « ESG »

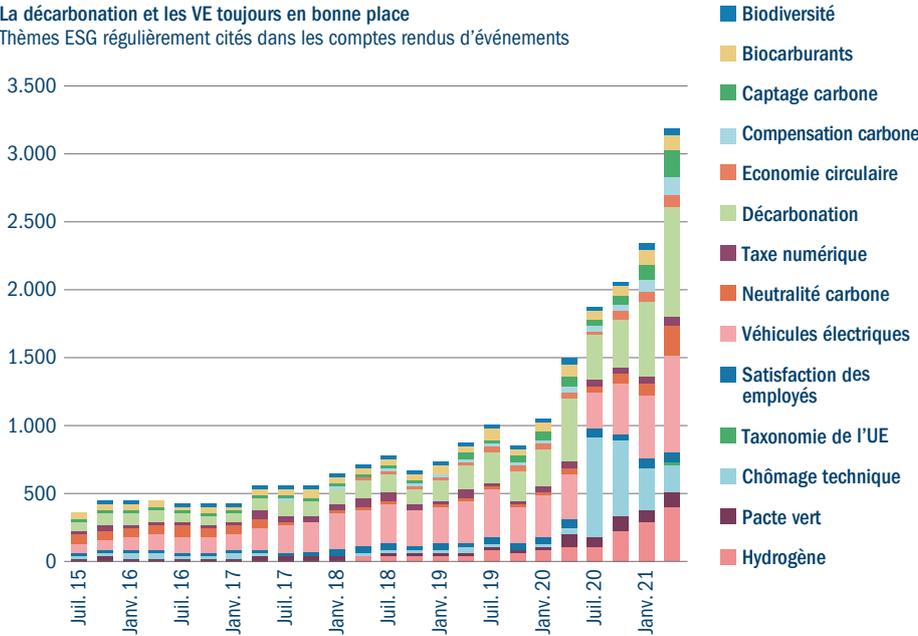


Source : Google Analytics, mai 2021. Les chiffres représentent l'intérêt de recherche mesuré par rapport au point le plus élevé sur le graphique pour la région et le moment considéré(e). Une valeur de 100 correspond à la popularité maximale, une valeur de 50 signifie que le terme est deux fois moins populaire. La valeur zéro signifie qu'il n'y a pas suffisamment de données pour ce terme.

Figure 2 : Les grands thèmes de l'IR de plus en plus cités dans les comptes rendus d'entreprise

La décarbonation et les VE toujours en bonne place

Thèmes ESG régulièrement cités dans les comptes rendus d'événements



Intérêt accru pour la neutralité, le captage et la compensation carbone par rapport au T4 2020

	Variation en glissement annuel	Variation en glissement trimestriel
Biodiversité	29%	33%
Biocarburants	22%	-1%
Captage du carbone	194%	67%
Compensation carbone	134%	72%
Economie circulaire	60%	4%
Décarbonation	81%	49%
Taxe numérique	56%	39%
Véhicules électriques	99%	51%
Satisfaction des employés	33%	31%
ESG	34%	25%
Taxonomie de l'UE	525%	39%
Chômage technique	327%	-29%
Pacte vert	46%	19%
Hydrogène	258%	34%
Neutralité carbone	352%	107%
Energies renouvelables	16%	7%

Source : Alphasense et Morgan Stanley, avril 2021.

rendus d'événements d'entreprises qui, de plus en plus, font la part belle aux thèmes ESG (Figure 2).

Cette croissance spectaculaire s'explique avant tout par un solide soutien politique, en particulier en Europe. Le développement des infrastructures vertes y est pour le moins ambitieux. L'Union européenne a été parmi les premières à s'engager à atteindre la neutralité carbone – à l'horizon 2050¹ – et c'est elle aussi qui va le plus loin dans ses projets d'investissement destinés à favoriser une transition verte. Certains observateurs estiment que pas moins de 7.000 milliards EUR de dépenses d'infrastructure seront nécessaires sur les 30 prochaines années pour atteindre les objectifs que l'UE s'est fixés, dont environ 3.000 milliards EUR proviendront de sources privées.²

Certes, 2050, c'est encore loin, mais l'UE n'entend pas y aller de main morte. Véritable pilier de la transition

vers un avenir bas carbone sur le Vieux Continent, le Pacte vert vise une réduction de 50 à 55% des émissions de carbone d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990.³ Il ne sera pas uniquement question de mettre en place de nouveaux projets (« greenfield »), mais aussi de développer des actifs déjà opérationnels (« brownfield »), qui soutiendront de façon déterminante les investissements durables.

Pour les investisseurs, l'appétit gargantuesque de l'Europe pour les investissements en infrastructures vertes sera naturellement source d'opportunités considérables. Les objectifs du Pacte vert impliquent un déficit d'investissement de quelque 470 milliards EUR par an jusqu'en 2030.⁴ Ces besoins ne pourront être satisfaits sans une injection majeure de capitaux privés parallèlement aux dépenses et aux incitations gouvernementales, ce qui créera de vastes possibilités d'investissement sur plusieurs années.

Outre les avantages qu'ils procurent sur le plan environnemental, les investissements dans les infrastructures vertes sont également de nature à stimuler l'activité économique. Selon une étude récente du FMI,⁵ chaque dollar dépensé en faveur de la neutralité carbone génère plus d'un dollar d'activité économique. L'effet multiplicateur perdure par ailleurs pendant au moins quatre ans et l'impact en termes d'activité économique est de deux à sept fois supérieur à celui associé aux mesures considérées comme néfastes pour l'environnement.

Le coup de pouce politique

Alors que l'Europe s'emploie à stimuler la reprise économique post Covid-19, elle accroît parallèlement ses projets d'investissement en infrastructures vertes. Associé au Pacte vert, le Plan de relance de l'UE donne à la transition climatique un rôle central dans les efforts de stimulation de la reprise

et de la croissance économique sur le continent, à travers la création des emplois de demain et d'impacts positifs en matière de climat et de durabilité, à savoir notamment la réduction des émissions, une plus grande autosuffisance énergétique et une diminution des prix des factures énergétiques.

Pour soutenir le programme de son Pacte vert, l'UE avait prévu initialement de mobiliser au moins 1.000 milliards EUR d'investissements publics et privés d'ici 2030, mais elle a largement relevé ses ambitions dans le cadre du plan de relance élaboré pour faire face aux retombées économiques de la crise du Covid-19. Les mesures de soutien supplémentaires prévues par le Plan de relance de l'UE pour la période 2021-27 devraient avoisiner 1.850 milliards EUR, dont un quart environ pourrait être alloué aux investissements liés à la transition climatique.⁶ Un Fonds pour une transition juste doté d'une enveloppe de 17,5 milliards EUR a par ailleurs été approuvé dans le cadre du Pacte vert pour atténuer l'impact de la transition climatique en Europe sur l'économie et l'emploi.⁷

La Taxonomie verte de l'UE contribuera à orienter les investissements privés vers les infrastructures vertes. C'est là un effort ambitieux d'élaborer une classification des activités économiques en fonction de leur caractère durable. L'idée est d'influencer la manière dont les capitaux privés sont alloués, parallèlement au cadre moins contraignant des 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. A l'échelle mondiale, les moyens déployés pour atteindre

les ODD pourraient créer plus de 12.000 milliards USD de débouchés commerciaux⁸ dans quatre domaines clés : santé et bien-être, vie citadine, énergie et matériaux, alimentation et agriculture.

Quatre grands thèmes d'investissement

Les quatre thèmes d'investissement les plus pertinents pour les infrastructures européennes sont au cœur de l'agenda du Pacte vert.

1. Energie renouvelable

Le plan prévoit de doubler la production d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, afin de contribuer aux objectifs de réduction des émissions. Ceci implique une nette augmentation des taux d'investissement actuels des entreprises de services publics européennes dans les capacités d'énergies renouvelables et les réseaux électriques. Selon une étude réalisée par le cabinet de conseil AT Kearney, les investissements annuels dans les énergies renouvelables en Europe passeront de 60 milliards EUR en 2020 à 90 milliards EUR en 2022. D'ici 2030, les investissements dans les capacités éoliennes et solaires en Europe totaliseront au moins 650 milliards EUR et pourraient atteindre 1.000 milliards EUR.⁹ De quoi faire grimper considérablement les valorisations des entreprises de services publics en Europe, à plus forte raison eu égard à l'accélération de la demande qui résultera de l'électrification des transports. Les équipementiers devraient également voir leurs bénéfices augmenter, à l'image du fabricant

d'éoliennes danois Vestas, qui a enregistré l'an dernier un rendement du capital investi d'environ 20%.¹⁰

2. Mobilité verte

L'électrification des transports est une composante clé du Pacte vert. A cet égard, ce dernier stipule que d'ici 2030, au moins 30 millions de voitures zéro émission seront en circulation sur les routes d'Europe,¹¹ que le nombre de trajets en train à grande vitesse doublera en Europe et que tous les transports collectifs réguliers pour des trajets de moins de 500 km devront être neutres en carbone.¹² Pour certaines entreprises, ces ambitions sont autant d'opportunités immédiates de générer des rendements intéressants. Si les fabricants d'équipements destinés au réseau ferroviaire sont bien placés pour bénéficier du Pacte vert, une transition accélérée en faveur des véhicules électriques constitue un défi de taille pour les constructeurs automobiles, qui devront développer de nouveaux modèles dotés d'une capacité de batterie suffisante.

3. L'hydrogène comme source d'énergie pour demain

L'hydrogène suscite un intérêt croissant en tant que source d'énergie propre, même s'il est toujours plus cher en comparaison. Les coûts de ce que l'on appelle « l'hydrogène vert » – produit par électrolyse de l'eau à partir d'électricité renouvelable – ont baissé grâce à la forte démocratisation de l'énergie renouvelable, mais ils restent sept fois plus élevés que les combustibles fossiles. A noter également que l'hydrogène est difficile à stocker et à transporter.¹³ Il présente cependant un solide potentiel dans



les domaines où l'électrification est impossible, comme l'industrie lourde, le transport par camion, le transport maritime ainsi que le stockage d'énergie saisonnier, et l'UE a pour objectif de faire passer la part de l'hydrogène dans le bouquet énergétique du continent de moins de 2% actuellement à 13-14% d'ici 2050.¹⁴ Pour réaliser ce potentiel, les investissements devront être encouragés par un soutien politique important. La Commission européenne estime que le prix du carbone fixé dans le cadre du Système d'échange de quotas d'émission de l'UE devra passer d'environ 30 EUR actuellement à 55-90 EUR la tonne.¹⁵ Parmi les exemples de projets en cours, citons la construction par Ørsted d'une usine d'hydrogène vert d'une puissance de 1 GW en mer du Nord néerlandaise, dont la mise en service est prévue

pour 2030 ;¹⁶ et le projet HyNet North West du britannique Cadent, qui a obtenu 72 millions GBP de fonds (notamment gouvernementaux) pour financer un projet de production d'hydrogène associé au captage et au stockage du carbone (CSC). Ces capitaux frais devraient permettre d'accélérer le projet et de prendre une décision d'investissement définitive d'ici 2023, afin que la phase initiale devienne opérationnelle d'ici 2025.¹⁷

4. Parc immobilier

Les trois quarts environ des 220 millions de bâtiments que compte l'UE sont jugés inefficaces sur le plan énergétique.¹⁸ Le plan de relance adopté par l'Union pour faire face au Covid-19 entend canaliser des investissements importants pour moderniser un parc immobilier qui représente 36% des émissions de

gaz à effet de serre dans la région et 40% de la consommation d'énergie. Les grands objectifs du plan prévoient une réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre des bâtiments d'ici 2030 et une diminution de 18% de l'énergie utilisée pour le chauffage et la climatisation. Ceci implique de doubler le taux de rénovation des bâtiments pour le porter à 2% au cours de la prochaine décennie, ce qui nécessitera l'investissement de 275 milliards EUR chaque année. Un durcissement des normes en matière d'efficacité énergétique est par ailleurs prévu.¹⁹

Ces thèmes font écho aux opportunités que nous observons dans le domaine des infrastructures, et en particulier ces 12 derniers mois, pour tout ce qui touche aux méthodes de décarbonation, comme le captage du carbone, et aux solutions liées à

la décarbonation (« brownfield » et « greenfield »), à savoir l'hydrogène et la compensation carbone.

Le contexte politique favorable garantit ainsi de nombreuses opportunités d'emploi liées au développement durable dans l'univers des petites et moyennes capitalisations.

Et le social dans tout ça ?

Cette course à la neutralité carbone risque de créer bien des laissés pour compte, parmi ceux qui n'auront peut-être pas la possibilité d'opérer une reconversion vers les métiers des industries à faible émission de carbone ou qui ne pourront pas profiter des avantages du nouveau système énergétique. La Transition juste reconnaît les enjeux sociaux de l'objectif zéro émissions, en matière

d'emploi, de formation, mais aussi de collaboration avec les communautés afin de s'assurer que personne ne reste sur le carreau (Figure 3). Il est selon nous essentiel de collaborer avec les entreprises de notre portefeuille – et toutes celles qui l'intégreront à l'avenir – afin de garantir une transition équitable pour les employés. Nos business plans sont d'ailleurs guidés par des stratégies visant à garantir des résultats sociaux positifs.

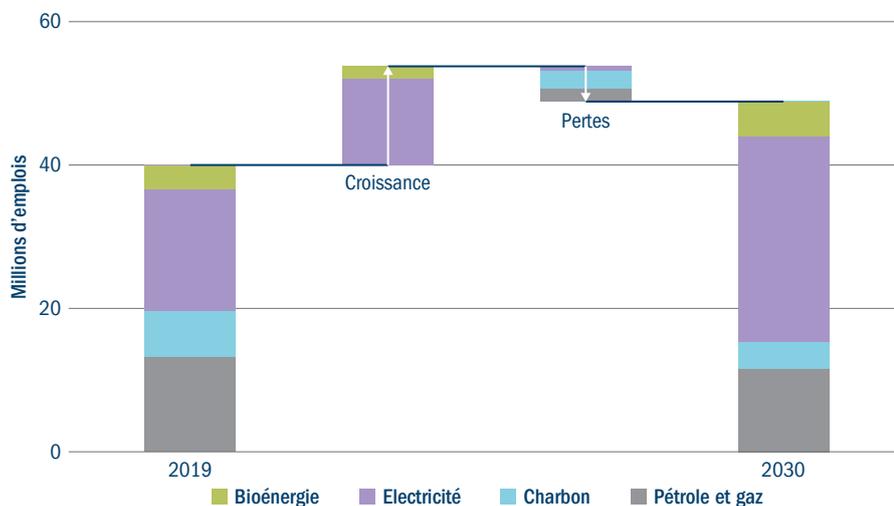
Par sa volonté de rendre son économie plus verte, l'Europe créera inévitablement de nouvelles perspectives d'investissement dans le domaine des infrastructures. Les responsables politiques européens sont en effet conscients qu'ils ne pourront pas atteindre leurs objectifs de neutralité carbone sans attirer les capitaux privés. Le calendrier du Pacte

vert pour les dix prochaines années est ambitieux, alors ne perdons pas de temps et explorons dès aujourd'hui les grands thèmes d'investissement qui y sont liés.

Source :

- 1 https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2050_fr
- 2 Goldman Sachs Equity Research : The EU Green Deal, juillet 2020.
- 3 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1599
- 4 https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/assessment_of_economic_and_investment_needs.pdf
- 5 IMF.org, Building Back Better: How Big Are Green Spending Multipliers?, 19 mars 2021.
- 6 https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr
- 7 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2354
- 8 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sg-finance-strategy/>
- 9 <https://www.handelsblatt.com/unternehmen/energie/energiewirtschaft-bis-zu-eine-billion-euro-fuer-oekostrom-energiekonzern-planen-rekordinvestitionen/26727336.html>
- 10 https://www.vestas.com/~/_media/vestas/investor/investor%20pdf/financial%20reports/2019/q4/2019_annual_report.pdf
- 11 Reuters, EU to target 30 million electric cars by 2030, 4 décembre 2020.
- 12 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0789&from=EN>
- 13 <https://www.energy.gov/eere/fuelcells/hydrogen-storage-challenges>
- 14 https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/hydrogen_strategy.pdf
- 15 <https://www.ics.com/explore/resources/news/2020/08/03/10537257/eu-hydrogen-strategy-could-cause-power-and-carbon-prices-to-drop>
- 16 <https://www.energylivenews.com/2021/04/01/orsted-to-build-one-of-the-worlds-largest-hydrogen-plants-at-north-sea-port/>
- 17 <https://www.business-live.co.uk/economic-development/72m-funding-announced-hynet-north-20193274>
- 18 https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/eu_renovation_wave_strategy.pdf
- 19 https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/eu_renovation_wave_strategy.pdf

Figure 3 : Emploi lié à l'offre énergétique dans le cadre d'une trajectoire de neutralité carbone, données mondiales, 2019-2030



Source : Agence internationale de l'énergie, 2019.



05 Joe Biden s'engage résolument dans la lutte contre le changement climatique



Natalia Luna

Senior Thematic Investment Analyst,
Investissement responsable



Brian Aronson

Analyste actions

Avec son plan en faveur de l'emploi aux Etats-Unis (American Jobs Plan), le président Joe Biden entend tenir ses promesses de campagne sur le changement climatique – pour peu que le Congrès adopte ce plan

Les premiers mois de Joe Biden à la Maison-Blanche reflètent pleinement l'engagement de son administration à opérer une transition vers une économie sobre en carbone. Les Etats-Unis ont réintégré l'accord de Paris et annoncé récemment un objectif extrêmement ambitieux : réduire de moitié leurs émissions de CO₂ d'ici 2030.¹

Avec ce projet de loi phare dévoilé en mars, intitulé American Jobs Plan² (ou encore « programme d'infrastructures ») et doté d'une enveloppe de 2.250 milliards de dollars, Joe Biden tient ses promesses de campagne sur le changement

climatique et va même plus loin que prévu dans certains domaines. Même s'il pourrait y avoir un compromis sur le montant final de l'enveloppe pour faciliter l'adoption du texte par le Congrès, ce plan vise à donner un coup de fouet à la production d'énergie propre et de véhicules électriques (VE) aux Etats-Unis. Il prévoit aussi un modeste coup de pouce à la rénovation des bâtiments. Le projet de loi relatif aux infrastructures – un catalogue de mesures évaluées à 2.000 milliards de dollars censé permettre aux Etats-Unis d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 – est au cœur de cette approche.



Ce projet de loi sur les infrastructures prévoit également un soutien aux technologies bas carbone et la fixation d'objectifs relatifs au changement climatique.

Joe Biden a dévoilé un large éventail de propositions de dépenses et d'incitations fiscales, le plus souvent étalées sur une période de huit ans. Ces mesures sont axées sur les infrastructures, l'adaptation au climat et les initiatives sociales. De manière générale, le plan vise à améliorer les infrastructures, créer des emplois, encourager l'innovation et accélérer la transition vers une économie décarbonée. Il fixe trois priorités pour encourager la transition énergétique : l'accélération de l'essor des énergies propres, l'électrification du transport et la rénovation des bâtiments qui consomment beaucoup d'énergie. Même si la Maison-Blanche devra faire des concessions pour obtenir l'aval du Congrès, l'adoption de ce plan devrait accélérer la transition énergétique aux Etats-Unis, avec des répercussions favorables sur la croissance à long terme des secteurs qui contribueront à la décarbonation de l'économie américaine.

Mettre le turbo sur les énergies propres

Le plan prévoit notamment de décarboner totalement la production d'électricité d'ici à 2035, ce qui était une promesse de campagne de Joe Biden. Pour ce faire, l'administration Biden propose des incitations fiscales étonnamment généreuses pour les énergies renouvelables et le captage/stockage de CO₂, ainsi que 100 milliards de dollars d'investissements pour la modernisation du réseau d'électricité.

La prorogation de dix ans des crédits d'impôt pour l'éolien, le solaire et les piles à combustible va bien plus loin que les deux années d'incitations fiscales créées en décembre 2020. Cette proposition est de nature à accélérer la transition vers les énergies propres. Les promoteurs de nouveaux projets d'énergies renouvelables seraient en mesure de réaliser immédiatement la valeur au comptant des crédits d'impôt, gonflant ainsi leurs flux de trésorerie. Les opérateurs de services aux collectivités pourraient également en profiter, indirectement, car les crédits d'impôt vont probablement réduire le coût

des énergies renouvelables pour les consommateurs. Lorsque la facture énergétique des ménages diminue, les relations entre les opérateurs et les autorités de réglementation au niveau des Etats se détendent, favorisant ainsi une augmentation des investissements par les opérateurs et, in fine, une accélération de la croissance.

Les 100 milliards de dollars affectés à la modernisation du réseau d'électricité, qui sont de nature à soutenir les dépenses d'investissement, sont également une aubaine pour les opérateurs. Le plan proposé par Joe Biden fait spécifiquement référence aux investissements dans le transport d'électricité car il faut des lignes à haute tension pour transporter l'électricité verte depuis les parcs éoliens ou solaires jusqu'aux centres de distribution. De plus, les éventuelles mesures visant à fluidifier le processus de sélection des sites d'implantation pour les projets de transport d'électricité encourageront la réalisation de nouveaux projets. Ce programme d'investissement de grande envergure semble de bon augure pour les fabricants

d'équipements électriques, ainsi que pour certaines entreprises d'ingénierie et de construction.

Cependant, il fera aussi des perdants : le plan de Joe Biden abolira les subventions aux énergies fossiles qui reviennent aujourd'hui aux compagnies pétrolières et gazières. Toutefois, cela n'est pas une surprise.

Développer le transport propre

S'agissant du transport propre, le plan de Joe Biden met notamment l'accent sur la fabrication de VE aux Etats-Unis. Il prévoit d'affecter 174 milliards de dollars à ce secteur, entre autres pour l'installation de 500 000 bornes de chargement d'ici 2030, un chiffre un peu plus ambitieux que prévu. Si l'on y ajoute une possible subvention de 7.500 dollars pour les ménages qui achètent un VE fabriqué aux Etats-Unis, le coup de pouce pourrait s'avérer significatif : en plus de dissiper le scepticisme des automobilistes quant à l'infrastructure de chargement, les mesures rendraient les VE compétitifs en termes de prix par rapport aux véhicules thermiques. La combinaison de ces deux mesures a amené Columbia Threadneedle à relever de 15 à 30% ses prévisions pour la demande annuelle de lithium entre 2021 et 2025 et pourrait soutenir les entreprises positionnées pour faire face à cette demande accrue.

Le plan prévoit également d'affecter 111 milliards de dollars aux infrastructures hydrauliques, notamment pour moderniser les réseaux vieillissants, ainsi que des investissements pour moderniser les réseaux de transports publics et de chemins de fer et améliorer la résilience des infrastructures critiques face aux conséquences du changement climatique. Les investissements dans les ports et les aéroports visent à faire des Etats-Unis un leader mondial

du transport de marchandises et du transport aérien propres, tandis que l'investissement dans les infrastructures hydraulique peut donner un coup de pouce aux entreprises dont les produits permettent l'acheminement, la filtration et le traitement de l'eau de manière efficiente. Les 25 milliards de dollars de crédits budgétaires alloués aux aéroports et les 17 milliards de dollars affectés aux voies navigables, conjugués à d'autres dépenses d'infrastructure plus traditionnelles, devraient profiter aux entreprises spécialisées dans les équipements de construction. Par ailleurs, les 85 milliards de dollars affectés aux transports publics et les 80 milliards de dollars alloués aux chemins de fer aideront les entreprises de livraison et les compagnies de chemin de fer à renouveler leur flotte pour satisfaire aux exigences du transport propre.

Rendre les bâtiments économes en énergie

Le plan Biden propose de consacrer 213 milliards de dollars à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, concrétisant là encore une promesse de campagne. Les bâtiments représentent environ 10% des émissions de CO₂ aux Etats-Unis et un tiers de la consommation d'énergie du pays, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).³ Les crédits budgétaires seront affectés à la rénovation de deux millions de logements sociaux, à la construction de 500.000 nouveaux logements et à la réalisation de travaux d'économie d'énergie dans plus d'un million de logements.

Ces objectifs seront atteints au moyen de la prolongation et de l'élargissement des crédits d'impôt pour l'efficacité énergétique des logements et des locaux commerciaux, sans oublier la création d'une banque verte (« Clean Energy and Sustainability Accelerator ») dotée de 27 milliards de dollars,

qui aura pour objectif de mobiliser l'investissement privé. L'administration Biden propose également des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics.

Cet effort d'amélioration de l'efficacité énergétique du parc immobilier aux Etats-Unis profitera notamment aux entreprises spécialisées dans le chauffage, la ventilation et la climatisation. Ces dernières joueront un grand rôle dans les rénovations en réduisant significativement la consommation d'électricité et en remplaçant les fluides réfrigérants nocifs.

Dans l'attente de l'aval du Congrès

En l'état actuel, le plan Biden marque un virage significatif par rapport à la politique de l'ancienne administration. On notera tout de même l'absence de certaines mesures promises durant la campagne présidentielle, comme des projets concrets dans le domaine de l'hydrogène vert, et de précisions sur les modalités de décarbonation de l'agriculture. S'il est mis en œuvre, ce plan devrait accélérer le verdissement de la production d'électricité, du transport et des bâtiments aux Etats-Unis.

Encore faut-il qu'il le soit. Il revient désormais au Congrès de traduire ce plan en projet de loi. Il est fort probable que certaines dispositions ne soient pas adoptées ou soient amendées.

Source :

- 1 [The Guardian, Biden vows to slash US emissions by half to meet 'existential crisis of our time', 22 avril 2021.](#)
- 2 <https://www.whitehouse.gov/american-jobs-plan/>
- 3 <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=86&t=1>



06 Changement climatique, neutralité carbone et mythe de l'emploi



Iain Richards
Head of Global Responsible Investment Policy

Le monde change, et le changement climatique n'est pas le seul en cause. La façon dont les entreprises et les gouvernements réagiront à ces changements sera à divers égards déterminante, tant sur le plan de l'économie et de la concurrence que de l'emploi. C'est sur ce dernier aspect que se concentre le présent document.

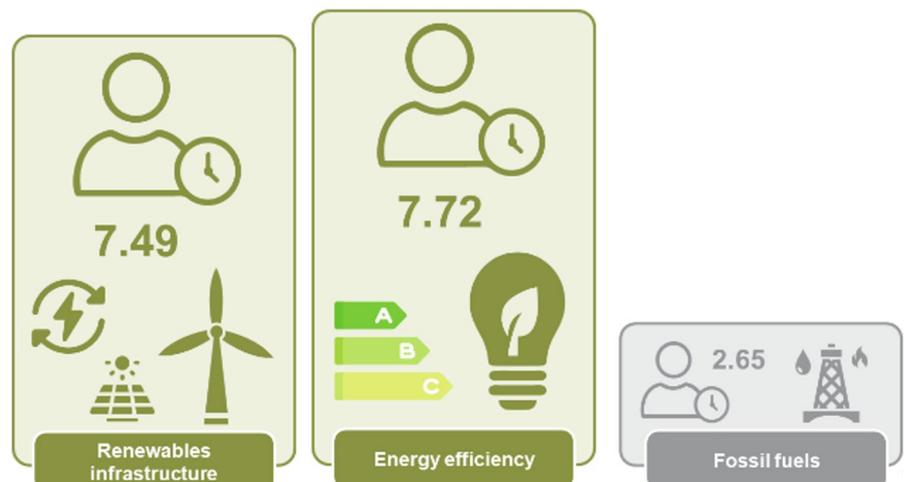
Dans la mesure où nous sommes une société d'investissement axée sur la recherche, l'identification, l'analyse et la compréhension des tendances et des mutations qui ont ou auront un impact sur nos investissements sont au cœur de notre approche « thématique » de la recherche.

C'est dans ce contexte qu'un rapport britannique intitulé « Getting to Zero »¹ (parvenir à la neutralité carbone) a récemment retenu notre attention. Des organes de presse se sont en effet appuyés sur ce rapport pour suggérer en une que la transition du Royaume-Uni vers des émissions nettes nulles pourrait menacer jusqu'à 10 millions d'emplois au cours des trente prochaines années. S'agit-il vraiment d'une implication potentielle du plan de décarbonisation de la Grande-Bretagne ? Nous ne le pensons pas.

La neutralité carbone va-t-elle doper la croissance de l'emploi ?

L'analyse de ce rapport publiée par Alex Brown, de l'Institut Grantham de la London School of Economics, qui a soulevé d'importants questionnements, constitue un bon point de départ.² Il est important de faire preuve de prudence quant à la méthodologie utilisée, ainsi qu'à l'incapacité de bien appréhender les changements plus vastes qui s'opèrent ou le potentiel, en termes de créations d'emplois, des mesures politiques visant à lutter contre le changement climatique.

Figure 1 : Emplois créés pour chaque million de dollars investi



Source : Joseph Stiglitz, et al. « Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? », mai 2020.

Les problématiques d'emploi à plus long terme qui se posent actuellement doivent être envisagées dans le contexte d'une révolution « industrielle » déjà entamée et susceptible d'être accélérée par les effets de la pandémie de coronavirus. La numérisation et l'automatisation illustrent bien cette tendance et plus de 80% des CEO interrogés par le Forum économique mondial (WEF³) ont fait état d'une accélération de l'automatisation de leurs processus de travail et d'un recours accru au travail à distance. Ces évolutions impactent bien entendu l'emploi, mais pas de la façon pressentie par certains. Commençons par mettre le changement climatique en perspective :

Evaluation de l'ampleur du défi économique⁴

Les scientifiques ont estimé qu'une hausse des températures de trois degrés Celsius ferait chuter le PIB mondial de 25%. Si le réchauffement devait atteindre quatre degrés, la contraction du PIB représenterait plus de 30% par rapport aux niveaux de 2010. Le recul du PIB serait alors comparable à celui occasionné lors de la Grande dépression, à la différence près que l'impact serait cette fois permanent.

Evaluation des scénarios alternatifs favorables⁵

Ces implications seront abordées selon une approche plus régionale, en raison de différences évidentes. Il a été estimé que la bonne mise en œuvre de l'Accord de Paris ainsi qu'une transition réussie vers une économie à faible intensité carbone se traduirait par une hausse d'environ 1,1% du PIB de l'UE d'ici 2030. Il s'agirait surtout des effets produits par l'augmentation des investissements et la réduction des importations de carburants fossiles, avant même d'envisager d'éventuels autres avantages.

En termes d'emplois, la croissance associée de l'emploi au niveau de l'UE s'établit, selon l'hypothèse la plus prudente, autour de 0,5%.

Cela représente près d'un million d'emplois supplémentaires par rapport à un scénario de statu quo. Les conséquences en termes d'emplois varient néanmoins selon les pays, mais aussi selon les secteurs :⁶

- Les secteurs des services, par exemple, bénéficient de l'accélération de la consommation, mais profitent également de la transition, en tant que « maillons » de la chaîne d'approvisionnement en énergies renouvelables et en équipements et processus d'installation en rapport avec l'efficacité énergétique. Ce phénomène reflète une tendance forte que nous observons aux Etats-Unis avant le retrait de l'Accord de Paris.
- En revanche, le secteur minier est pour sa part confronté à une baisse substantielle de l'emploi liée à la diminution de la production dans le secteur de l'extraction d'énergie.
- Bien entendu, les implications ne concernent pas seulement l'emploi, mais aussi la compétitivité économique des pays.

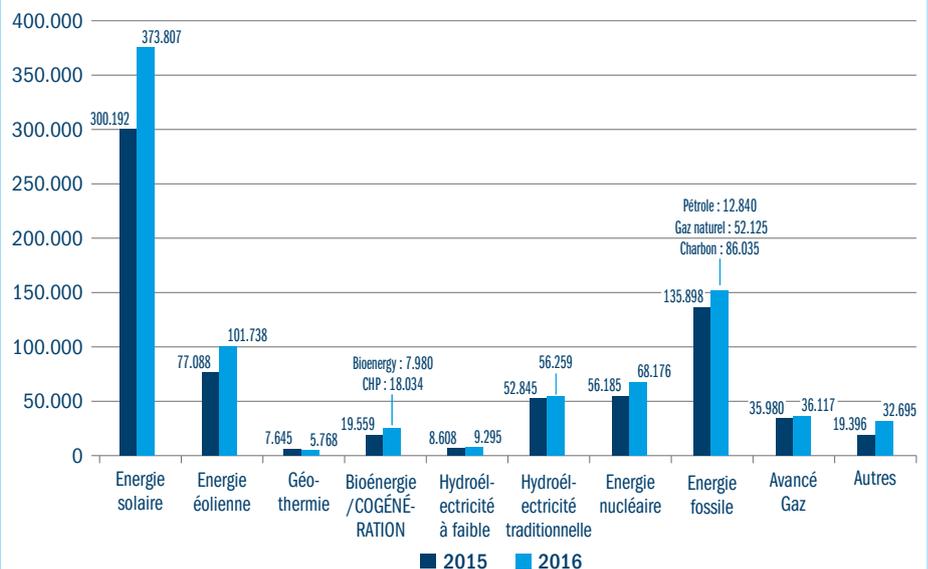
Figure 2 : projections de croissance de l'emploi au sein de l'UE, par secteur

	2030 (%)
Agriculture	0,5
Exploitation minière	-16,6
Production manufacturière	0,7
Services aux collectivités	-2,4
Bâtiment	1,1
Distribution, commerce de détail et hôtellerie/restauration	0,6
Transport et communication	0,5
Services aux entreprises	0,7
Autres services	0,3

Source : projections du scénario énergétique du projet FOME, 2020.

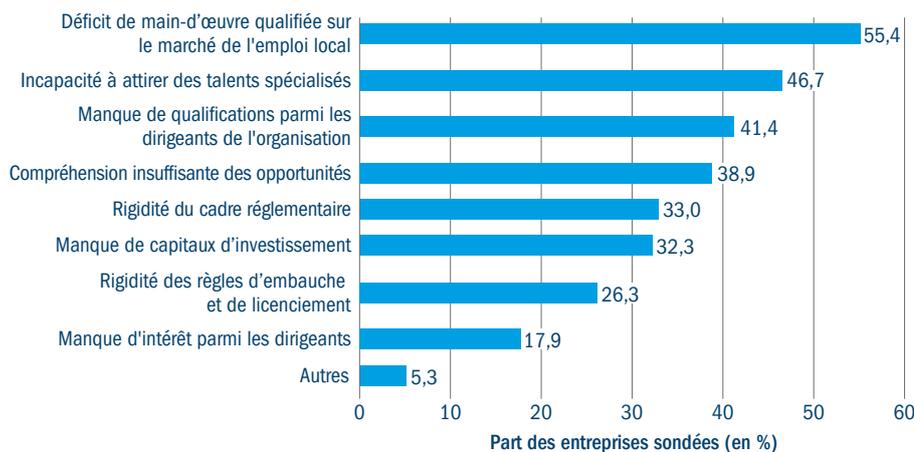
Cela étant, la même analyse n'aboutissait pas à des perspectives si favorables pour les Etats-Unis à l'époque de l'administration Trump, après le rejet de l'Accord de Paris. Ces conclusions tranchaient fortement avec ce que nous observons avant le retrait annoncé de l'Accord de Paris par le président américain d'alors. Alors que le PIB de l'UE était censé augmenter de 1,1%, les Etats-Unis étaient quant à eux confrontés à une

Figure 3 : Nombre d'emplois dans le secteur de la production d'électricité par énergie (T2 2015 - T1 2016)



Source : Département américain de l'énergie, Rapport sur l'énergie et l'emploi aux Etats-Unis, janvier 2017.

Figure 4 : Obstacles perçus à l'adoption des nouvelles technologies



Source : WEF, The Future of Jobs Report 2020, octobre 2020.

contraction de leur PIB estimée à 3,4% d'ici 2030, tandis que l'impact négatif sur leur marché du travail était évalué à 1,6%.⁷

Le rebond « pré-retrait de l'accord de Paris » de l'activité économique américaine ainsi que la croissance associée de l'emploi, tous deux inspirés par le leadership des Etats-Unis en matière de climat, ont été flagrants. Avec des créations d'emplois couvrant les domaines de l'efficacité énergétique, des transports, des énergies renouvelables, de la réduction des déchets, de la préservation des ressources naturelles et de l'éducation, l'effet s'est avéré substantiel – sans parler du marché de l'innovation et des emplois créés dans d'autres secteurs. Il a été estimé à l'époque que ces emplois représentaient au total 4 à 4,5 millions de postes aux Etats-Unis⁸ ; et, par rapport aux emplois dans l'industrie minière du charbon,⁹ nombre d'entre eux étaient intrinsèquement locaux, contribuant à la croissance de l'économie locale. Si l'on compare avec ce qui était observé au niveau

des emplois directement liés à la production d'électricité aux Etats-Unis, l'importance de la transition énergétique pour l'emploi américain ressort très nettement :¹⁰

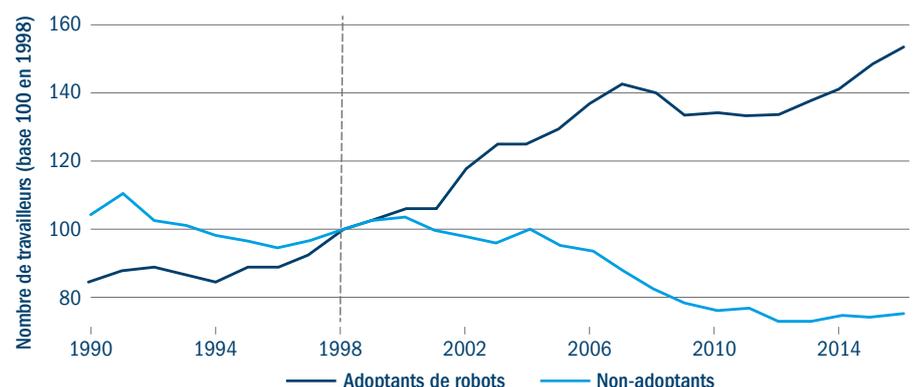
Pour en revenir à la transition du Royaume-Uni vers des émissions nettes nulles, les implications en matière d'emploi se sont clairement inscrites dans la moyenne des implications constatées dans l'UE.

En lieu et place d'un désastre imminent sur le marché de l'emploi, le Royaume-Uni peut au contraire accéder à de réelles opportunités, qu'il sera important de saisir dans le sillage de la crise du Covid et du Brexit.

L'adoption par le Royaume-Uni d'approches qui tiennent compte du climat dans le cadre de sa stratégie de relance et de reprise de l'économie¹¹ aura des répercussions importantes et bénéfiques tant en termes de création d'emplois que de compétitivité à long terme. Dans cette optique, il convient de ne pas sous-estimer la nécessité pour les décideurs politiques de promouvoir une « croissance inclusive », tenant compte des tendances émergentes.

Le rééquilibrage que nous anticipons sur le marché de l'emploi fera des politiques actives du marché du travail (« active labour market policies », ALMP¹²) une priorité pour les responsables politiques. Il est évident que des initiatives telles que la stratégie européenne en matière de compétences¹³ sont nécessaires et légitimes. En jetant les bases qui

Figure 5 : Robots sur le lieu de travail



Source : Michael Koch, et al. « Robots and firms », juillet 2019.

permettront de soutenir la compétitivité future et de relever les principaux défis, les travaux du Forum économique mondial mettent en évidence certaines des difficultés dont devront tenir compte les dirigeants politiques (Figure 4).¹⁴

Le Forum économique mondial estime que d'ici 2025, 85 millions d'emplois pourraient être déplacés, tandis que 97 millions de nouveaux postes pourraient apparaître dans les 15 secteurs et les 26 économies qui ont été examinés – soit un gain net de 12 millions d'emplois. Dans ce contexte, l'éducation, la formation et la requalification de la main-d'œuvre seront des questions essentielles. En conséquence, la planification par les entreprises des investissements et des opérations à venir sera influencée par la disponibilité des compétences et des talents appropriés. Les entreprises qui accepteront le changement et s'y adapteront ne seront pas perdantes. Comme le montre l'histoire récente, les entreprises qui s'automatiseront survivront, prospéreront et recruteront davantage de travailleurs. Celles qui ne le feront pas finiront par licencier du personnel (Figure 5).¹⁵

La priorité pour les décideurs politiques consiste alors à déterminer comment encourager les changements nécessaires pour épauler les entreprises qui s'adaptent et seront les « gagnantes » de demain – ce défi reflète celui auquel sont confrontées les économies de l'OCDE et au-delà. Malgré des performances économiques très hétérogènes et une croissance de l'emploi ces vingt dernières années, les salaires ont non seulement stagné pour beaucoup, mais dans le même temps les coûts liés au logement, à la santé et, notamment dans ce contexte, à l'éducation, ont progressé, annulant largement l'augmentation des revenus.¹⁶

Conclusion

Il importera pour les investisseurs de bien comprendre les problèmes et les défis que les entreprises devront résoudre et relever pour s'entourer des compétences, des expertises et des talents appropriés, qui leur permettront de s'adapter à ces changements. A cet égard, l'accent mis sur l'éducation et la formation par les décideurs politiques, mais aussi l'approche adoptée par ces derniers en la matière joueront un rôle déterminant à l'échelle nationale.

Des approches à long terme appropriées, associées à – et favorisant – des programmes tournés vers l'avenir mis en place par les entreprises contribueront à semer les graines du succès. Les initiatives lancées par des entreprises, comme l'initiative « Supporting a Just Transition » de SSE¹⁷ ou le « Future Program » d'AT&T¹⁸ illustrent déjà les axes stratégiques de l'adaptation future des activités et de l'investissement. Cela étant, pour de nombreuses entreprises, des solutions unilatérales – faute d'un environnement et d'un soutien politiques appropriés – pourraient ne pas être viables.

Une certitude se dégage de toutes ces considérations : l'Accord de Paris ne doit pas être considéré comme une menace pour l'emploi, bien au contraire. Il représente une opportunité – que ce soit pour atténuer les effets du changement climatique, pour faciliter la reprise post-Covid ou pour bénéficier de réelles perspectives de croissance. Notre monde et nos économies sont déjà en train de changer – les mutations économiques, technologiques et sociétales sont une réalité, et les effets de la crise sanitaire vont précipiter les changements déjà amorcés. Pour les entreprises et les gouvernements, deux scénarios

possibles : relever le défi auquel ils sont confrontés, ou décevoir leurs parties prenantes.

Pour des pays tels que le Royaume-Uni, il sera essentiel de savoir reconnaître ces dynamiques et de les mettre à profit, afin d'opter pour les bonnes options politiques et d'assurer leur prospérité et leur compétitivité futures.

Source :

- 1 Onward, Getting to zero: A practical policy commission to deliver decarbonisation in the UK, janvier 2021.
- 2 Net-zero: bad for UK jobs?, 15 janvier 2021.
- 3 WEF, The Future of Jobs Report 2020.
- 4 Nature, Large Potential Reduction in Economic Damages Under UN Mitigation Targets, 2 novembre 2020.
- 5 Eurofound, Energy scenario: Employment implications of the Paris Climate Agreement, 12 février 2019.
- 6 projections du scénario énergétique du projet FOME, 2020.
- 7 Eurofound, Energy scenario: Employment implications of the Paris Climate Agreement, 12 février 2019.
- 8 EDF Climate Corps et Meister Consultants Group, décembre 2017.
- 9 L'industrie du charbon, qui perdait des emplois depuis 2012 en raison de la concurrence du gaz naturel bon marché, employait un peu plus de 160.000 travailleurs dans tout le pays, dont environ 53.000 dans le secteur minier, selon un rapport sur l'énergie et l'emploi aux Etats-Unis publié en janvier 2017 par le Département américain de l'énergie.
- 10 Département américain de l'énergie, Rapport sur l'énergie et l'emploi aux Etats-Unis, janvier 2017.
- 11 Joseph Stiglitz, et al. Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change?, mai 2020.
- 12 Luca Sartorio, et al, What works for Active Labor Market Policies?, juillet 2019.
- 13 <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1223>
- 14 WEF, The Future of Jobs Report 2020, Octobre 2020.
- 15 Michael Koch, et al, « Robots and firms », juillet 2019.
- 16 McKinsey Global Institute, The social contract in the 21st century.
- 17 SSE, <https://www.sse.com/media/xtrlsctj/just-transition-strategy-sse-final.pdf>, 18 novembre 2020.
- 18 <https://www.cnbc.com/2018/03/13/atts-1-billion-gambit-retraining-nearly-half-its-workforce.html>, 13 mars 2018.

LA GOUVERNANCE EN ACTION

Nos activités de gouvernance et d'engagement font partie intégrante de notre processus d'investissement. Elles nous permettent de détecter les points d'inflexion et les tendances à long terme et influencent les niveaux de gestion des risques ESG et de durabilité par les entreprises. Il s'agit notamment d'améliorer notre recherche en investissement de sorte que nous puissions, en tant qu'investisseurs actifs, prendre des décisions éclairées en matière d'allocation du capital.

Le but ultime de ces activités consiste à mieux comprendre notre exposition aux risques ainsi que les opportunités pouvant avoir une incidence sur notre capacité à créer une valeur durable pour nos clients. Dans le cadre de l'exercice de ces responsabilités, nous surveillons les tendances de marché, les questions spécifiques à une entreprise, un marché local ou un secteur, ainsi que les bonnes pratiques en vigueur. Néanmoins, nous veillerons en définitive à servir au mieux les intérêts économiques de nos clients.

Les recherches et les analyses qui résultent de ce suivi, ainsi que nos échanges continus avec les entreprises, sont diffusés largement dans toute notre entreprise conformément à notre culture d'« intensité de la recherche » et nous aident à identifier en amont d'éventuels problèmes.

Pour prioriser notre travail d'engagement, nous concentrons nos efforts sur les questions et les thématiques essentielles du point de vue financier ou litigieuses et sur les émetteurs dans lesquels nous détenons des participations importantes. Nous avons des contacts réguliers avec de nombreuses entreprises, mais nous dialoguons également de façon plus ponctuelle avec certaines, lorsque des problématiques précises se posent.

Nous votons activement lors des assemblées générales des sociétés. Nous considérons que l'exercice du droit de vote est l'un des moyens les plus efficaces d'exprimer notre (dés)approbation à l'égard de la gouvernance, de la gestion, du conseil d'administration et de la stratégie d'une entreprise ou de ses pratiques opérationnelles.

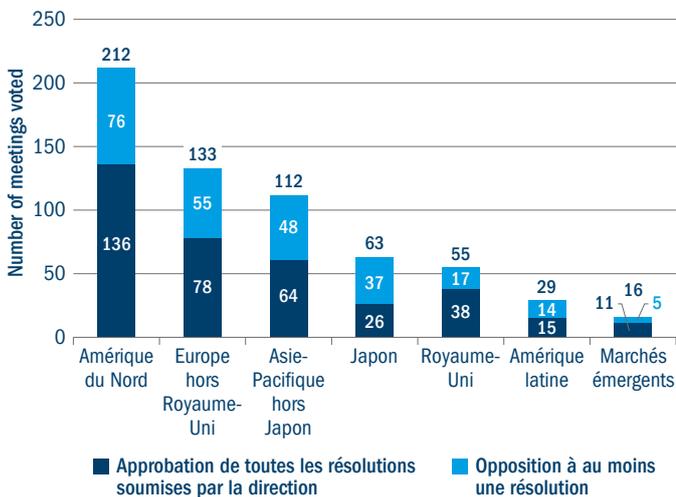
Lorsque nous examinons l'ordre du jour des assemblées, nous prenons nos décisions de vote en nous fondant sur des sources de recherche diversifiées et étudions diverses questions ESG, notamment les pratiques de gestion des risques des entreprises et tout élément suggérant l'existence d'une controverse.

Nos décisions finales tiennent compte des recherches publiées par des sociétés de conseil en vote par procuration telles qu'ISS, IVIS et Glass Lewis, ainsi que MSCI ESG Research. Bien que nous prenions en considération les recherches des conseillers en vote par procuration, nos décisions sont déterminées sur la base de notre propre politique de vote. Nous votons de manière cohérente dans le cadre de tous les mandats pour lesquels nous sommes investis d'un droit de vote. Toutes nos décisions de vote peuvent être consultées sur notre site Internet sept jours après chaque assemblée dans les régions EMEA/APAC, et font l'objet d'une mise à jour annuelle en septembre aux Etats-Unis.

07 Activité de vote au T1

Entre janvier et mars 2021, nous avons voté lors de 620 assemblées dans 44 marchés à travers le monde, contre 711 assemblées et 47 marchés au quatrième trimestre 2020. Sur 620 assemblées, il y a eu 406 assemblées générales annuelles, 191 assemblées générales extraordinaires, 14 audiences au tribunal, 4 assemblées générales mixtes (annuelle/extraordinaire), 4 accords écrits et 1 course aux procurations. Nous avons exercé au moins un vote défavorable lors de 252 assemblées (41%).

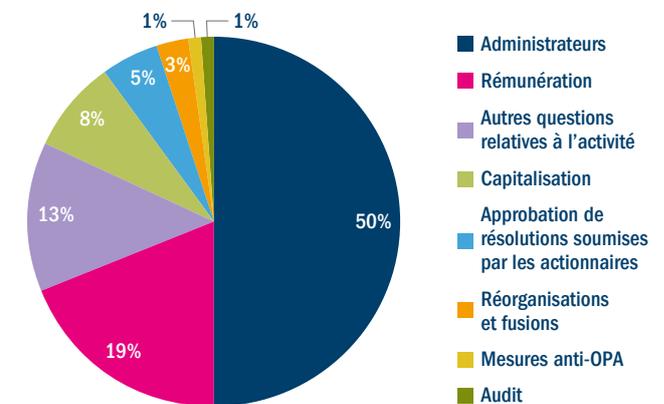
Figure 1 : Participation au vote des assemblées par région



Source : Columbia Threadneedle Investments, ISS ProxyExchange, 31 mars 2021.

Nous avons voté dans 44 marchés distincts au cours du premier trimestre. Les assemblées lors desquelles nous avons participé au vote se sont tenues principalement aux Etats-Unis (208), au Japon (63) et au Royaume-Uni (54). Au cours du trimestre, la majorité des résolutions pour lesquelles nous avons exprimé un vote défavorable ont une nouvelle fois eu trait à l'élection des administrateurs, à la rémunération et à d'autres questions relatives à l'activité.

Figure 2 : Proportion de votes défavorables par catégorie



Source : Columbia Threadneedle Investments, ISS ProxyExchange, 31 mars 2021.

08 Faits marquants en matière d'engagement

Entre janvier et mars, nous avons entamé des discussions avec 65 émetteurs,¹ dont pour certains à plusieurs reprises.

Discussions portant sur la durabilité

Barclays plc, BHP Group plc, Blancco Technology Group plc, Croda International plc, Genus plc, Hexagon AB, Iberdrola SA, Imperial Brands plc, Infineon Technologies AG, Johnson Matthey plc, Johnson Matthey plc, Legrand SA, Reckitt Benckiser Group plc, Royal Dutch Shell plc, Saint-Gobain, Sap SE, Smith (DS) plc, Smiths Group plc, Standard Chartered plc, Tongwei, Unicredit, Unilever plc.

Discussions portant sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance

Activision Blizzard Inc, Burlington Stores Inc, Centrica plc, Hunting plc, Legal and General Group plc, Lem Holding SA, Lowe's companies Inc, Marell HF, Marvell Technology Group Ltd, Olympus Corp, Schnitzer Steel Industries Inc, Spirent Communications plc, Twitter Inc, Vishay Precision Group Inc, Wells Fargo & Co.

Discussions portant sur des questions environnementales

BP plc, Breedon Group plc, Croda International plc, Verallia Group.

Discussions centrées sur les questions de gouvernance

Aggreko plc, Amazon.com Inc, Ascential plc, Aviva plc, BAE Systems plc, Bloom Energy Corp, Broadcom Inc, BT Group plc (engagement collaboratif), Cineworld Group plc, Dr Martens plc, Electronic Arts Inc, FDM Group Holdings plc, GlaxoSmithKline plc, Grenke AG, GSK (engagement collaboratif par le biais d'un forum d'investisseurs), Imperial Brands plc, Informa plc, ITV plc, Melrose Industries plc, Oxford Biomedica plc, Pearson plc, Prudential plc, Reckitt Benckiser Group plc, Sage Group plc, Samsung Electronics Co Ltd, SAP SE, Whitbread plc.

Etudes de cas

Toutes les activités de gouvernance et d'engagement ne débouchent pas sur un changement mais l'engagement actionnarial nous permet d'en savoir plus sur les pratiques des émetteurs, et parfois de les influencer. Les études de cas au verso décrivent la nature des échanges avec certaines entreprises sur le trimestre écoulé :

¹ Les références à des actions spécifiques ne sauraient être considérées comme une recommandation d'investissement.

Société	Amazon.com Inc.
Implantation et secteur	Etats-Unis, consommation
Thèmes	<i>Gouvernance d'entreprise, responsabilité d'entreprise</i>
Pourquoi notre engagement ?	C'était la troisième et dernière réunion consacrée à l'investissement responsable (IR), axée notamment sur la façon dont le conseil d'administration supervise les premiers efforts de la direction en matière de durabilité et de communication, son exposé de la façon dont l'entreprise prend en main son destin et sa compréhension de l'influence que l'entreprise exerce sur la société.
Comment ?	Ces échanges s'inscrivaient dans le cadre d'un effort collaboratif avec la participation de l'équipe IR, des analystes actions et crédit et des gérants de portefeuille, qui se sont entretenus par vidéoconférence avec le principal administrateur indépendant de l'entreprise et des membres de la direction générale.
Qu'avons-nous appris ?	Les dirigeants de l'entreprise reconnaissent désormais que l'entreprise a une influence majeure sur l'économie et la société et qu'elle a le devoir de gérer ces opérations de manière durable et de traiter équitablement l'ensemble de ses parties prenantes. L'entreprise est extrêmement complexe, mais cette complexité et la réussite commerciale ont atténué sa volonté de faire aussi bien en matière de durabilité que dans les autres domaines. L'expertise des administrateurs en matière de durabilité et la stratégie de l'entreprise doivent être améliorées et la communication a changé pour éviter un tour de vis réglementaire.
Quels résultats ?	Nous veillons toujours à ce que l'entreprise poursuive ses efforts en matière de durabilité et s'engage à adopter les pratiques exemplaires à l'échelle de son marché qui en feront une entreprise leader dans la société. Nous continuons de surveiller les progrès réalisés et de formuler des commentaires utiles sur les initiatives et le positionnement de l'entreprise.

Société	BHP Group
Implantation et secteur	Royaume-Uni/Australie, Exploitation minière diversifiée
Thèmes	<i>Thèmes : Gouvernance d'entreprise, gestion des risques sociaux</i>
Pourquoi notre engagement ?	Après la destruction de la grotte aborigène de Juukan Gorge par Rio Tinto, nous avons échangé avec un certain nombre de compagnies minières dans lesquelles nous avons investi pour évaluer leur gestion des risques sociaux pertinents et la surveillance exercée par la direction/le conseil d'administration.
Comment ?	L'équipe IR a organisé des réunions virtuelles avec le responsable de la politique ESG et de l'engagement au sein de l'entreprise.
Qu'avons-nous appris ?	La gestion des relations avec les populations environnantes est de la responsabilité de deux équipes, à savoir Cultural Heritage et Indigenous Affairs. L'équipe dirigeante, le directeur général Mike Henry et le conseil d'administration sont les responsables en dernier ressort et destinataires des remontées d'informations. Les deux équipes permettent de maintenir un équilibre entre la gestion des actifs et les considérations culturelles. Le délai entre l'autorisation et l'exploitation minière est très court, ce qui permet à BHP d'évaluer rapidement les risques.
Quels résultats ?	Nous avons confiance dans la capacité de BHP à gérer les risques importants.

Société	Bloom Energy
Implantation et secteur	Etats-Unis, énergies alternatives
<i>Thèmes</i>	<i>Gouvernance d'entreprise, durabilité</i>
Pourquoi notre engagement ?	Nous étions préoccupés par les problèmes de comptabilité et de gouvernance, qui ont refroidi les investisseurs ESG intéressés par les solutions de pile à combustible innovantes de l'entreprise.
Comment ?	L'équipe IR et un analyste actions ont rencontré le directeur financier, le directeur juridique et un responsable des relations investisseurs pour discuter des problèmes de gouvernance et de la façon dont l'entreprise aligne ses pratiques en matière de durabilité sur celles de ses clients.
Qu'avons-nous appris ?	L'entreprise a réussi à remédier aux substantielles lacunes dans les contrôles financiers. Certains des mécanismes de gouvernance de l'entreprise introduits après son introduction en bourse, dont les doubles catégories d'actions, seront abolis progressivement en 2023. La composition du conseil d'administration doit encore être améliorée. L'accent est mis dorénavant sur le marketing et l'amélioration du profil ESG aux yeux des investisseurs. La première émission d'obligations vertes d'un montant de 230 millions USD a été une réussite.
Quels résultats ?	L'entreprise a avancé la publication de son premier rapport sur le développement durable, qui est conforme aux normes du Sustainability Accounting Standards Board et de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Le nouveau responsable des relations avec les investisseurs est chargé d'améliorer la communication en matière de durabilité. Notre prochaine réunion sera consacrée à la composition du conseil d'administration.

Société	Breedon Group
Implantation et secteur	Implantation et secteur Royaume-Uni, matériaux de construction
<i>Thèmes</i>	<i>Changement climatique</i>
Pourquoi notre engagement ?	Breedon Group figurant parmi les plus grands émetteurs de carbone parmi les entreprises britanniques figurant dans notre portefeuille, il est important de nouer un dialogue avec l'entreprise pour évaluer la qualité des informations publiées et la gestion des risques.
Comment ?	L'équipe Actions britanniques a tenu une réunion virtuelle avec le directeur général. Par le passé, l'équipe IR a entamé un dialogue avec la direction générale après un examen IR qui a mis en évidence des lacunes en matière de publication d'informations relatives à l'environnement.
Qu'avons-nous appris ?	Dans son rapport annuel 2019, Breedon a divulgué pour la première fois ses émissions et a clairement fait part de son intention de les réduire. En juin 2020, un directeur du développement durable a été recruté et un certain nombre d'objectifs ont été fixés, dont l'harmonisation du reporting environnemental à l'échelle du groupe, la finalisation d'une feuille de route pour la durabilité et la définition des cibles y afférentes. En outre, un administrateur non exécutif s'est vu confier la charge du développement durable.
Quels résultats ?	Nous poursuivons nos échanges avec l'entreprise, qui est en train d'élaborer une feuille de route de décarbonation avec des objectifs y afférents. L'entreprise a légèrement réduit ses émissions en valeur absolue, ainsi que son intensité carbone, entre 2019 et 2020.

Société	Marel
Implantation et secteur	Islande, Machines industrielles
Thèmes	<i>Changement climatique, ESG</i>
Pourquoi notre engagement ?	Nous étions préoccupés par le peu d'informations publiées sur les sujets ESG importants.
Comment ?	L'équipe IR a rencontré le président et le vice-président de l'entreprise avant l'AGO pour discuter de la gouvernance et de questions plus générales ayant trait à la durabilité.
Qu'avons-nous appris ?	La direction met davantage l'accent sur la publication d'informations relatives au changement climatique et la fixation d'objectifs y afférents. L'entreprise considère que cette démarche est indispensable à sa réussite à plus long terme. En 2021, Marel publiera pour la première fois un rapport conforme aux recommandations de la TCFD. L'entreprise lie désormais la rémunération des dirigeants à des paramètres ESG tels que l'hygiène/sécurité, la diversité et la publication d'informations relatives au climat.
Quels résultats ?	Nous avons bon espoir quant à l'amélioration de la qualité des informations publiées et à la prise en compte des facteurs ESG pertinents dans la stratégie.

Société	Standard Chartered
Implantation et secteur	Royaume-Uni, Banques diversi
Thèmes	<i>Changement climatique</i>
Pourquoi notre engagement ?	Nos échanges s'inscrivaient dans le cadre d'un engagement thématique continu centré sur la gestion des risques climatiques par les banques.
Comment ?	L'équipe IR a organisé des réunions virtuelles avec divers responsables de la banque et des professionnels de l'investissement en actions et en obligations.
Qu'avons-nous appris ?	Les risques climatiques sont pris en compte dans la fonction Relations clients depuis 1997. Une équipe dédiée à la gestion des risques a été constituée il y a deux ans. L'investissement dans ce domaine a augmenté malgré la conjoncture économique. La banque a adopté une approche minutieuse mais pragmatique axée sur le dialogue avec les clients pour les inciter à se désengager des activités fortement émettrices, plutôt que de leur couper les vivres. Cet aspect est crucial étant donné la présence forte de la banque dans le monde émergent et ses perspectives de croissance. Les informations publiées étaient de bonne qualité et devraient encore s'améliorer en 2021. La rémunération est liée en partie à des indicateurs relatifs au climat dans toute l'organisation.
Quels résultats ?	Nous avons l'impression que les risques climatiques sont dûment gérés avec des ressources suffisantes.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur **COLUMBIATHREADNEEDLE.COM**

EMEA.Stewardship@columbiathreadneedle.com
US.Stewardship@columbiathreadneedle.com RI.Thematic@
columbiathreadneedle.com



Informations importantes

Document exclusivement réservé aux clients professionnels et/ou investisseurs équivalents dans votre pays (non destiné aux particuliers). Il s'agit d'un document publicitaire. Le présent document est uniquement destiné à des fins d'information et ne saurait être considéré comme représentatif d'un quelconque investissement. Il ne saurait être considéré comme une offre ou une sollicitation en vue de l'achat ou de la vente de titres quelconques ou autres instruments financiers, ou de la fourniture de conseils ou de services d'investissement.

Investir comporte des risques, y compris le risque de perte du principal. Votre capital est exposé à des risques. Le risque de marché peut affecter un émetteur, un secteur de l'économie ou une industrie en particulier ou le marché dans son ensemble. La valeur des investissements n'est pas garantie. Il se peut dès lors que l'investisseur ne récupère pas sa mise de départ. Les **investissements internationaux** impliquent certains risques et une certaine volatilité en raison des fluctuations éventuelles sur le plan politique, économique ou des changes et des normes financières et comptables différentes. Les risques sont plus importants pour les émetteurs des marchés émergents.

Les titres auxquels il est fait référence dans le présent document sont présentés exclusivement à des fins d'illustration, ils sont susceptibles de changer et ne doivent pas être interprétés comme une recommandation d'achat ou de vente. Les titres mentionnés peuvent générer ou non un rendement. Les opinions exprimées le sont à la date indiquée. Elles peuvent varier en fonction de l'évolution du marché ou d'autres conditions et peuvent différer des opinions exprimées par d'autres associés ou sociétés affiliées de Columbia Threadneedle Investments (Columbia Threadneedle). Les investissements réels ou les décisions d'investissement de Columbia Threadneedle et de ses sociétés affiliées, que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de clients, ne reflètent pas nécessairement les opinions exprimées. Ces informations ne sont pas destinées à fournir des conseils en investissement et ne tiennent pas compte de la situation particulière des investisseurs. Les décisions d'investissement doivent toujours être prises en fonction des besoins financiers, des objectifs, de l'horizon temporel et de la tolérance au risque spécifiques de l'investisseur. Les classes d'actifs décrites peuvent ne pas convenir à tous les investisseurs. **Les performances passées ne préjugent aucunement des résultats futurs et aucune prévision ne saurait être considérée comme une garantie.**

Les informations et opinions fournies par des tiers ont été obtenues auprès de sources jugées fiables mais aucune garantie n'est donnée quant à leur exactitude et à leur exhaustivité. Il s'agit d'un document publicitaire. Le présent document et son contenu n'ont pas été vérifiés par une quelconque autorité de tutelle.

En Australie : Publié par Threadneedle Investments Singapore (Pte.) Limited [« TIS »], ARBN 600 027 414. TIS est exemptée de l'obligation de détenir une licence de services financiers australienne en vertu de la Loi sur les sociétés et s'appuie sur le Class Order 03/1102 relatif à la commercialisation et à la fourniture de services financiers à des clients « wholesale » australiens, tels que définis à la section 761G de la Loi de 2001 sur les sociétés. TIS est réglementée à Singapour (numéro d'enregistrement : 201101559W) par la Monetary Authority of Singapore en vertu de la Securities and Futures Act (chapitre 289), qui diffère des lois australiennes.

A Singapour : Publié par Threadneedle Investments Singapore (Pte.) Limited, 3 Killiney Road, #07-07, Winsland House 1, Singapour 239519, une société réglementée à Singapour par la Monetary Authority of Singapore en vertu de la Securities and Futures Act (Chapitre 289). Numéro d'enregistrement : 201101559W. Cette publicité n'a pas été soumise à l'examen de la Monetary Authority of Singapore.

A Hong Kong : Publié par Threadneedle Portfolio Services Hong Kong Limited 天利投資管理香港有限公司. Unit 3004, Two Exchange Square, 8 Connaught Place, Hong Kong, qui est autorisée par la Securities and Futures Commission (« SFC ») à exercer des activités régulées de Type 1 (CE :AQA779). Enregistrée à Hong Kong en vertu de la Companies Ordinance (chapitre 622) sous le n° 1173058.

Aux Etats-Unis : Produits d'investissement proposés par Columbia Management Investment Distributors, Inc., membre de la FINRA. Services de conseil fournis par Columbia Management Investment Advisers, LLC. Ces entités sont dénommées collectivement Columbia Management.

Au Royaume-Uni : Publié par Threadneedle Asset Management Limited. Une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 573204, dont le siège social est situé Cannon Place, 78 Cannon Street, Londres, EC4N 6AG, Royaume-Uni. La société est agréée et réglementée au Royaume-Uni par la Financial Conduct Authority.

Dans l'EEE : Publié par Threadneedle Management Luxembourg S.A. Immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés (Luxembourg) sous le numéro B 110242, 44, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

En Suisse : Publié par Threadneedle Portfolio Services AG, Siège social : Claridenstrasse 41, 8002 Zurich, Suisse.

Au Moyen-Orient : Le présent document est distribué par Columbia Threadneedle Investments (ME) Limited, qui est réglementée par l'Autorité des services financiers de Dubaï (DFSA). Pour les distributeurs : Le présent document vise à fournir aux distributeurs des informations concernant les produits et services du Groupe et n'est pas destiné à être distribué. Pour les clients institutionnels : Les informations contenues dans le présent document ne constituent en aucun cas un conseil financier et ne s'adressent qu'aux personnes ayant des connaissances appropriées en matière d'investissement et satisfaisant aux critères réglementaires pour être qualifiées de Client professionnel ou de Contrepartie commerciale ; nulle autre personne n'est autorisée à prêter foi à ces informations.

Columbia Threadneedle Investments est le nom de marque international du groupe de sociétés Columbia et Threadneedle.

columbiathreadneedle.com

Valable à partir de juin 2021 | Valable jusqu'en octobre 2021 | J31586_Pro | 3617815